Avis de Soutenance

Madame Laure BOUET

SCIENCES ECONOMIQUES

Soutiendra publiquement ses travaux de thèse intitulés
Analyse des conflits d'usage dans la gouvernance multi-niveaux par le prisme des instruments de l'action publique et des logiques institutionnelles. Le cas de l'implantation des parcs photovoltaïques au sol dans les communes rurales.

Travaux dirigés par Madame Véronique THIREAU et Monsieur Marc OLIVAUX

Soutenance prévue le ***vendredi 13 novembre 2026*** à 14h00
Lieu : Nîmes Université - site Vauban Rue du Docteur Georges Salan CS 13019 30021 Nîmes
Salle : Amphi A3

Composition du jury proposé

Mme Véronique THIREAU	Professeur des universités	Nîmes Université	Directrice de thèse
M. Marcel GUENOUN	Directeur de recherche	INSP	Examinateur
M. François MIRABEL	Professeure des universités	Université de Montpellier - Faculté d'économie	Examinateur
M. Marc OLIVAUX	Maître de conférences	Nîmes Université	Co-directeur de thèse
Mme Solange HERNANDEZ	Professeur des universités	Aix Marseille Université - IMPGT	Rapporteure
M. Marc DEDEIRE	Professeur des universités	Université Paul Valéry Montpellier 3	Rapporteur

Mots-clés : Conflits d'usage, Gouvernance multi-niveaux, Instruments de l'action publique, Logiques institutionnelles

Résumé :

Le déploiement des parcs photovoltaïques au sol constitue un levier de la politique énergétique visant à accroître la production d'électricité d'origine renouvelable en France. Toutefois, il dépasse les seules considérations techniques de production d'électricité et soulève des enjeux de gouvernance, d'aménagement du territoire, de développement économique et de justice sociale. Cette recherche analyse dans quelle mesure une lecture de la gouvernance multi-niveaux (Marks & Hooghe, 2003 ; 2010) par le prisme des instruments de l'action publique (Lascoumes & Le Galès, 2004) et des logiques institutionnelles (Thornton et al., 2012) permet de mieux comprendre les conflits d'usage (Torre et al., 2006 ; 2016) associés au déploiement de ces infrastructures. Une démarche qualitative abductive a été conduite dans le département du Gard à partir d'entretiens semi-directifs auprès des principales organisations concernées (énergéticiens, DDTM, communes propriétaires de l'espace foncier, association et collectif citoyen). Les résultats montrent que le déploiement des parcs photovoltaïques au sol repose sur une gouvernance multi-niveaux hybride caractérisée par une distribution asymétrique des capacités d'action entre les organisations. Cette gouvernance favorise la diffusion d'un modèle standardisé de projet. Les mécanismes de standardisation, couplés à la faiblesse des appuis inter-échelons, renforcent cette asymétrie et limitent la capacité des organisations locales à élaborer des alternatives aux projets proposés par les énergéticiens. Cette gouvernance produit des conséquences qui dépassent les objectifs électriques et environnementaux en soulevant des arbitrages relatifs au devenir du foncier, au développement économique des territoires, à la création et à la répartition de la valeur et à la justice sociale. Cette recherche renouvelle l'analyse de la gouvernance multi-niveaux en montrant que les

dynamiques de gouvernance dépendent autant de la distribution effective des capacités d'action que de la répartition des compétences. Elle propose une grille de lecture articulant les instruments de l'action publique et les logiques institutionnelles afin d'expliquer les mécanismes de gouvernance et de comprendre les conflits d'usage comme des conflits de légitimité entre organisations. Enfin, elle met en évidence que le déploiement des parcs photovoltaïques au sol territorialise un modèle standardisé qui repose sur la mobilisation de ressources locales, tandis qu'une part importante de la valeur créée demeure captée hors des territoires, ce qui conduit à réinterroger les effets territoriaux de cette politique publique.

Summary:

The roll-out of ground-mounted solar farms is a key element of the energy policy aimed at increasing electricity generation from renewable sources in France. However, it goes beyond mere technical considerations of electricity generation and raises issues relating to governance, spatial planning, economic development and social justice. This research analyses the extent to which an examination of multi-level governance (Marks & Hooghe, 2003 ; 2010) through the lens of public policy instruments (Lascoumes & Le Galès, 2004) and institutional logics (Thornton et al., 2012) enables a better understanding of the conflicts of use (Torre et al., 2006 ; 2016) associated with the deployment of such infrastructure. A qualitative abductive approach was carried out in the Gard department, based on semi-structured interviews with the main organisations involved (energy companies, the DDTM, local authorities owning the land, and citizens' associations and groups). The results show that the deployment of ground-mounted solar farms relies on a hybrid multi-level governance system characterised by an asymmetrical distribution of capacity for action amongst the organisations. This governance system favours the spread of a standardised project model. Standardisation mechanisms, coupled with a lack of cross-level support, reinforce this asymmetry and limit the ability of local organisations to develop alternatives to the projects proposed by energy companies. This form of governance has consequences that go beyond electricity and environmental objectives, raising trade-offs concerning the future of land use, the economic development of regions, the creation and distribution of value, and social justice. This research offers a fresh perspective on the analysis of multi-level governance by demonstrating that governance dynamics depend as much on the actual distribution of capacity for action as on the allocation of powers. It proposes a framework that links public policy instruments with institutional logics in order to explain governance mechanisms and to understand conflicts over land use as conflicts of legitimacy between organisations. Finally, it highlights that the roll-out of ground-mounted solar farms territorialises a standardised model based on the mobilisation of local resources, whilst a significant proportion of the value created remains captured outside the local areas, prompting a re-examination of the territorial effects of this public policy.